L'effet nocif de ces facteurs peut être renforcé par la situation militaire et politique, notamment à cause des conditions extrêmes qui rendent la vie et le service des Casques bleus vraiment difficiles.

A notre avis, le soutien de la santé psychologique des Casques bleus exige tout un ensemble de mesures et d'étapes nécessaires.

Premièrement, il faut former à l'avance la volonté des policiers d'agir dans les situations extrêmes. Cette volonté se traduit en formation de tels traits de caractère comme la maîtrise de soi, la confiance, la connaissance de l'action dans des situations stressantes, la capacité à surmonter les effets négatifs sur le psychisme. La base de cette étape est l'information sur la situation en cours dans la zone des missions de la paix. L'information doit neutraliser la cause de l'incertitude du policier et diminuer sa tension psychologique.

Deuxièmement, il faut modeler les conditions de la future activité pour que le policier informé sur la situation en cours puisse choisir des méthodes et des moyens adéquats pour réagir. Il convient de noter la formation juridique qui dans ce cas de modélisation joue un rôle clé dans la formation de futurs professionnels.

Troisièmement, il faut soutenir constamment le moral des policiers qui accomplissent leurs devoirs difficiles dans la situation variable. Dans ce cas il est raisonnable d'organiser des activités nécessaires pour surmonter l'ennui, la somnolence ou la surexcitation des policiers qui attendent le danger. Telles mesures sont possibles grâce à l'influence du chef sur ses subordonnés ou si ces derniers utilisent les méthodes d'autorégulation.

Donc, le maintien du moral des policiers qui prennent part aux opérations de maintien de la paix dépend des différentes composantes interdépendantes. La mise en œuvre du complexe de moyens appropriés est capable d'atteindre le niveau nécessaire de la volonté d'agir des policiers dans les conditions définies et les situations extrêmes. Il ne faut pas oublier que l'opinion publique est aussi capable de surmonter le moral des Casques bleus et de leur donner la confiance en leurs actions pour la paix au monde entier.

Consulteur de langue ***L. D. Diagilieva***

UDC 341.123

O. O. OLEKSYUK
Université nationale des affaires intérieures de Kharkiv, l'Ukraine

LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET LES MISSIONS DE L'ONU

Les droits de l'homme comme un concept philosophique, juridique et politique, signifient un ensemble de libertés et de possibilités juridiques qui sont naturelles et inviolables. Cet ensemble de libertés et de possibilités est

dû au fait de l'existence de l'homme dans une société civilisée. Par définition le concept des droits de l'homme est universaliste, égalitaire et incompatible avec les systèmes et les régimes fondés sur la supériorité d'une caste, d'une race, d'un peuple, d'une croyance, d'une classe, d'un groupe social quelconque ou d'un individu.

Les droits de l'homme représentent un pilier fondamental des missions de l'ONU. Toute personne qui intervient dans le pays pour maintenir la paix doit assurer la protection et la promotion des droits de l'homme. A ces fins, la plupart des opérations pluridimensionnelles menées en faveur de la paix intègrent une équipe spécialisée en droits de l'homme.

A l'heure actuelle, les spécialistes des droits de l'homme interviennent dans six opérations de maintien de la paix et dans neuf missions spécifiques de nature politique. Par exemple ils agissent dans le cadre de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, de l'Opération hybride de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour, de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, de la Mission des Nations Unies au Libéria, de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti et de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan.

Les spécialistes des droits de l'homme sont chargés de protéger et de promouvoir les droits de l'homme grâce à des actions sur le terrain. Ils aident les populations à agir activement afin d'étendre leurs droits et leurs possibilités. Ils responsabilisent les populations en les incitant à revendiquer et à affirmer leurs propres droits. Les spécialistes amènent l'Etat à respecter ses obligations en matière de droits de l'homme et d'application de la loi.

Le spectre des activités des spécialistes en droits de l'homme est très grand. Ils surveillent le respect des droits de l'homme, mènent des recherches approfondies dans ce domaine, empêchent toute violation des droits de l'homme. Ces spécialistes réagissent toujours face aux violations des droits de l'homme en soutenant les réformes institutionnelles et en collaborant étroitement avec les gouvernements locaux, les institutions nationales et la société civile. Ils travaillent aussi avec d'autres équipes sur le terrain et intègrent les droits de l'homme conformément à leurs objectifs.

En outre, les spécialistes des droits de l'homme travaillent en étroite collaboration avec d'autres organisations chargées de maintenir la paix et coordonnent leurs missions avec ces organisations afin de maintenir la paix et de coordonner des tâches communes de la protection des droits de l'homme.

Les activités de ces organisations de maintien de la paix peuvent être semblables à celles des spécialistes, découler des initiatives civiles et se concentrer en particulier sur la protection des civils, la gestion des conflits

associés aux violences, surtout aux violences sexuelles et aux violences faites aux enfants.

Un énorme travail est déjà accompli dans le domaine des droits de l'homme dans les zones de conflit grâce aux missions de l'ONU, mais il y a certains problèmes qui restent encore. Ce sont principalement les problèmes des civils, surtout des femmes et des enfants.

A notre avis, on peut atteindre le renforcement du respect des droits de l'homme en initiant sut le terrain des réformes législatives qui permettent non seulement faire respecter les droits de l'homme dans certaines zones de conflits mais aussi favoriser des changements profonds dans les domaines de la sécurité publique, de l'assistance médicale ou de l'éducation publique.

Consulteur de langue ***L. D. Diagilieva***

UDC 341.123

M. Y. SYMONENKOVA
Université nationale des affaires intérieures de Kharkiv, l'Ukraine

LA PROTECTION DES ENFANTS DANS LES ZONES DE CONFLIT

Les événements actuels qui se produisent dans les zones de conflit nous montrent clairement les malheurs et les souffrances des enfants. Les enfants font une grande partie de victimes d'enlèvements, de viols, de meurtres et d'autres crimes liés au non-respect des droits des enfants à la vie, à la santé, à l'épanouissement de la personnalité et beaucoup d'autres droits.

Afin de faire face à la violation des droits des enfants on a créé dans les cadres des missions de l'ONU des organismes qui jouent un rôle important pour protéger des enfants contre les effets nocifs de la guerre.

Tout d'abord les contingents militaires signalent les violations des droits des enfants au personnel responsable aux droits des enfants.

La Police de l'ONU collabore avec la police nationale pour intervenir pour la protection des enfants. En plus, les spécialistes des affaires judiciaires veillent au respect des droits des enfants inscrits dans les législations nationales.

Le chef de toute mission de l'ONU déclare que l'un des buts prioritaires du processus de la paix dans les zones de conflit doit être la protection de l'enfance.

Ainsi tout le personnel des opérations du maintien de la paix reçoit une formation concernant les droits des enfants et leur protection en période de conflit.